



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Alsace
Unité Territoriale du Haut Rhin
Equipe GT

Mulhouse, le 28 mai 2015

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement - carrière
– Sté **HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR)** - demande d'autorisation de changement d'exploitant de la carrière HOLCIM Granulats de **Sausheim**

PJ :- projet APC

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES
(rapport en CDNPS)**

I - Objet de la demande

Le 29 avril 2015 (*dépôt préfecture le 30 avril 2015*), la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR) sollicite du préfet l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière et des installations connexes actuellement exploitées par la Sté HOLCIM Granulats à **Sausheim**.

Cette demande fournit :

- des informations s'agissant des capacités techniques et financières de la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR),
- copie d'un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état du site ; établi le 20 avril 2015, par la EULER HERMES FRANCE, à la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR), pour un montant de 351 614 euros, à effet du 11 mars 2015 et dont l'échéance est au 1^{er} décembre 2016.

Le 19 mai 2015 (*dépôt préfecture le 20 mail 2015*), la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR) confirme au préfet sa demande de transfert des obligations attachées à l'exploitation de la carrière dans l'attente de sa régularisation administrative.

II – Situation administrative de l'exploitation

L'exploitation **du site de Sausheim** est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral n°2008-337-11 du 1^{er} décembre 2008; cet arrêté est notifié à la Sté HOLCIM Granulats ; ce site est constitué de :

- la carrière/zone d'extraction, située en périmètre exploitable de matériaux au document d'urbanisme de la commune ; durée de validité de l'autorisation d'exploiter de 6 ans,

- l'installation de traitement de matériaux et des installations annexes, situées sur des terrains dits « plate-forme de traitement » voisins immédiats de la zone d'extraction (*des terrains sur lesquels l'extraction de matériaux est interdite au document d'urbanisme*) ; aucune limite temporelle au droit d'exploiter.

Par ailleurs, la lettre préfectorale du 20 février 2014 accorde à la Sté HOLCIM Granulats le bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis pour une installation de transit de matériaux (*régime Autorisation : superficie 33 400 m²*) :

- une partie de cette installation se situe sur les terrains de la plate-forme de traitement,
- l'autre partie se situe sur la zone de carrière/extraction.

III -Observations de l'inspecteur des installations classées

III-1 Installations de la plate-forme de traitement (*installation de traitement de matériaux, installation de transit de matériaux, atelier d'entretien d'engins, dépôt de carburant et installation de distribution de carburant*) : **elles sont administrativement en règle.**

- elles se situent hors du périmètre d'extraction de la carrière,
- l'article R.512-68 du Code de l'environnement prévoit que « *Sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1 [1° Les installations de stockage des déchets à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L515-8 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone], lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation ; cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ; il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.* ».

Il a déjà été pris acte du changement d'exploitant des activités exploitées sur la plate-forme de traitement par lettre préfectorale du 13 mai 2015.

III-2 Activité et installation exploitées sur les terrains de la carrière/zone d'extraction (*extraction de matériaux, installation de transit de matériaux*)

III-2-1 Situation actuelle

Leur exploitation n'est actuellement pas autorisée ; en effet l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 autorise l'exploitation pour une durée de 6 ans ; **l'autorisation d'exploiter est échu depuis le 1^{er} décembre 2014.**

La Sté HOLCIM Granulats n'a pas cessé l'exploitation de ces terrains :

- elle a fait état au préfet de la nécessité de continuer à exploiter ce site qu'elle considère comme « majeur »,
- elle a adressé au préfet un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état prolongé jusqu'au 31 décembre 2016 (*351 641 euros*) ;
- il a été constaté en Janvier 2014 que des travaux d'extraction étaient en cours ;

en conséquence la Sté HOLCIM Granulats a fait l'objet d'un arrêté de mesures conservatoires : arrêté n°2015-070-0009 du 11 mars 2015 ; cet arrêté :

- **n'est pas un arrêté d'autorisation d'exploiter,**
- il fixe des prescriptions transitoires pendant la phase de régularisation administrative,
- il n'interdit pas l'extraction de matériaux.

S'agissant de la régularisation administrative de l'exploitation, la dernière demande d'autorisation de la Sté HOLCIM Granulats pour être autorisée à poursuivre l'exploitation des terrains de la carrière et les

étendre (*demande du 30 juin 2014 déposée le 11 juillet 2014*) est **incomplète et non recevable** ; ceci a été signalé par lettre préfectorale du 10 septembre 2014 :

- un complément de dossier a bien été adressé le 18 décembre 2014, mais la Sté HOLCIM Granulats a signalé le 16 janvier 2015 que ces documents ne constituaient pas le complément de dossier attendu,
 - aucun autre complément n'a été déposé par l'exploitant ;
- en conséquence aucune demande de régularisation administrative n'est en cours de procédure d'instruction.**

III-2-2 Changement d'exploitant de carrière

Le changement d'exploitant est réglementé par les dispositions de l'article R516-1 du code de l'environnement ; pour les exploitations de carrière il y a lieu que ce changement d'exploitant soit autorisé par le préfet.

S'agissant du site de la carrière HOLCIM Granulats de Sausheim:

- **la Sté HOLCIM Granulats n'est plus autorisée depuis le 1^{er} décembre 2014** à exploiter les activités et installations présentes sur cette partie du site de Sausheim ; **aucun droit d'exploiter le site ne peut donc être transmis,**
- l'actuelle demande d'autorisation de changement d'exploitant déposée par la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin n'est donc **recevable qu'en ce qui concerne les obligations attachées à l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008** (*sécurité, surveillance, remise en état du site, garanties financières, ...*), **et en aucune façon le droit d'extraire du matériau** ,
- par ailleurs **l'arrêté de mesures conservatoires du 11 mars 2015 dont fait état la Sté HBGHR ne peut être transféré.**

Ceci a été signalé à la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin par lettre préfectorale du 13 mai 2015.

Le demandeur a confirmé le 19 mai 2015 son souhait que soient transférées les obligations d'exploitation de la carrière.

Information technique concernant le site de la carrière

La superficie de la carrière est d'environ 42 ha.

Le site est exploité en eau.

La production maximale autorisée est de 500 000 tonnes/an.

Il n'y a aucune installation de traitement sur les terrains de la carrière.

Il existe une installation de transit de matériaux.

La remise en état prévoit pour l'essentiel :

- un aménagement des berges pour le plan d'eau de la carrière,
- la création de zones de hauts fonds
- le maintien d'une zone de développement de la biodiversité, plus particulièrement dans l'angle Sud-Est de la carrière.

Justificatifs

► s'agissant des capacités techniques de la Sté H.B.G.H.R.

Le demandeur justifie des capacités techniques à bien exploiter le site en faisant état des points suivants :

- connaissance du métier,
- compétence des agents; pour la majorité les salariés de l'exploitant précédent,
- matériel d'exploitation adapté,
- etc....

► s'agissant des capacités financières de la Sté H.B.G.H.R.

Le demandeur fournit des informations justifiant qu'il a les capacités financières à bien exploiter ce site et à répondre notamment aux exigences de surveillance imposées.

► **s'agissant des garanties financières de remise en état**

Le montant de garanties financières actuellement imposé est de 351 614 euros TTC (*arrêté de mesures conservatoires du 11 mars 2015*).

La Sté HBGHR présente un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de la EULER HERMES FRANCE :

- établi le 20 avril 2015,
- d'un montant de 351 614 euros,
- à effet du 11 mars 2015
- qui expire le 1^{er} décembre 2016.

IV – Conclusions de l'inspecteur des installations classées

Nous proposons qu'il soit favorablement répondu à la demande de la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR).

Le projet d'arrêté autorisant le transfert de prescriptions reste soumis à l'avis de la CDNPS- formation carrières ; ci-joint projet d'arrêté.

Ce projet d'arrêté met à jour les prescriptions en ce qui concerne :

- le montant des garanties financières de remise en état dont doit disposer le Préfet,
- l'échéance de l'acte de cautionnement des garanties financières.

Par ailleurs, et s'agissant de l'acte de cautionnement établi au nom de la Sté HOLCIM Granulats, et dont la limite de validité est le 31 décembre 2016, il ne pourra lui être restitué que quand le transfert à la Sté HOLCIM BETON Granulats Haut-Rhin (HBGHR), des obligations attachées à l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2008 aura été autorisé.

L'inspecteur des Installations Classées